

Communiqué de presse



Membre de l'Union syndicale
Solidaires

Lors d'un communiqué de presse datant du 6 juillet dernier intitulé : « Impact de l'inflation sur le secteur hospitalier ; la FHP fait état d'un besoin de financement exceptionnel », la Fédération Hospitalière du Privé (FHP), syndicat patronal des établissements du secteur privé lucratif et représentant des grands groupes tel que Orpéa, Korian, Ramsay Santé ou Elsan pour ne citer que les plus connus, nous partage les difficultés qu'ils rencontrent, du fait de l'inflation et de la future hausse des salaires.

Mais derrière cette communication bien tournée, mélangeant habilement des données du public et du privé, la FHP essaie de jeter la confusion entre les objectifs de l'un et celui de l'autre.

Chez SUD Santé Sociaux, nous n'avons pas la mémoire courte. Lorsque la crise sanitaire du Covid est arrivée en France, les cliniques ont contribué à la prise en charge des patients COVID-19 sur l'ensemble du territoire, palliant dans certains cas des carences du secteur hospitalier, faute de moyens matériels et/ou humains.

La Fédération félicite les collègues et camarades du privé lucratif pour l'engagement et la dévotion dont elles/ils ont fait preuve en ces temps difficiles.

Cette volonté affichée du secteur privé lucratif aurait dû être un soutien désintéressé à la population et ainsi entrer dans le cadre de la mission des services publique qui lui incombe.

Pourtant, le fameux « Quoi qu'il en coûte ! », n'était pas passé inaperçu. En effet, lorsque le gouvernement de l'époque a mis sur la table sa proposition de Ségur de la santé, le porte étendard du secteur privé lucratif, la FHP, était déjà à la manœuvre dans les couloirs du ministère pour se tailler la part de gras sur la Bête.

Ainsi, c'est prêt de 1,2 milliards d'euros qui a été débloqué pour le secteur privé et financer l'augmentation des salaires. *Car même si, les collègues du secteur méritaient et méritent largement une augmentation de leurs rémunérations, ce ne sont pas les subventions publiques qui doivent les leurs amener.*

Ce sont bien les établissements du secteur privé lucratif qui doivent prendre en charge cette augmentation. Mais entre gratter des fonds de tiroir

pour de l'argent public et réduire la part distribuée aux actionnaires, le calcul est vite fait.

D'ailleurs, la FHP est bien reconnue comme étant «représentant d'intérêts» (lobbyistes !) auprès de l'Assemblée nationale et a même déclaré en 2013 un budget de 5 millions d'euros pour cette activité. On peut largement imaginer que le montant depuis à significativement augmenté !?

Les aides accordées aux secteurs sont nombreuses et n'ont rien d'exceptionnelles comme l'affirme la FHP dans le titre de son communiqué. Malgré la quantité d'argent public déversée, ces entreprises ne sont jamais rassasiées. La cupidité et l'avidité des actionnaires, avec la complicité des conseils d'administrations des grands groupes et soutenue par leur syndicat, la FHP, tout comme l'indifférence et/ou l'ignorance du grand public et des médias face à ce genre de comportements voraces, contribuent chaque jour un peu plus à l'inéluctable destruction de notre modèle de protection sociale.

Si vous pensez qu'il n'existe qu'un Orpéa, c'est que vous n'avez pas conscience de l'ampleur de l'arnaque.

Ne nous y trompons pas, aujourd'hui, les principales victimes de d'inflations sont les travailleurs et travailleuses ! Les principales victimes des pratiques des entreprises du secteur privé lucratif, c'est nous !

La Fédération SUD Santé Sociaux s'imposera systématiquement comme un rempart face aux spoliations des groupes privés.

Pour plus d'informations :

0781010086 ou contact@sudsantesociaux.org

